2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport ⁵.

2081^e séance plénière
9 novembre 1972

C

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

L'Assemblée générale

1. *Accepte* le rapport financier et les comptes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, pour l'exercice 1971, ainsi que les opinions du Comité des commissaires aux comptes ⁶;

2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport ⁷.

2081^e séance plénière
9 novembre 1972

D

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

L'Assemblée générale

1. *Accepte* les comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971, ainsi que l'opinion du Comité des commissaires aux comptes ⁸;

2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport ⁹.

2081^e séance plénière
9 novembre 1972

E

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE

L'Assemblée générale

1. *Accepte* le rapport financier et les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971, ainsi que l'opinion du Comité des commissaires aux comptes ¹⁰;

2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport ¹¹.

2081^e séance plénière
9 novembre 1972

F

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES GÉRÉES PAR LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

L'Assemblée générale

1. *Accepte* les comptes relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1971, ainsi que l'opinion du Comité des commissaires aux comptes ¹²;

2. *Prend acte* des observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport ¹³.

2081^e séance plénière
9 novembre 1972

2913 (XXVII). Augmentation du nombre des membres du Comité des contributions : amendement à l'article 160 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2390 (XXIII) du 25 novembre 1968, par laquelle elle a porté de dix à douze le nombre des membres du Comité des contributions,

Rappelant sa résolution 2758 (XXVI) du 25 octobre 1971, relative au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies,

1. *Décide* de porter de douze à treize le nombre des membres du Comité des contributions;

2. *Décide* de modifier, avec effet au 1^{er} janvier 1973, l'article 160 de son règlement intérieur de manière qu'il se lise comme suit :

"Article 160

"L'Assemblée générale nomme un Comité des contributions, qui est un comité technique comprenant treize membres."

2081^e séance plénière
9 novembre 1972

2924 (XXVII). Corps commun d'inspection

A

RAPPORT DU CORPS COMMUN D'INSPECTION

L'Assemblée générale

Prend acte avec satisfaction du rapport du Corps commun d'inspection sur ses activités pendant la période du 1^{er} juillet 1971 au 30 juin 1972 ¹⁴, tel qu'il lui a été transmis par le Secrétaire général.

2088^e séance plénière
24 novembre 1972

B

MAINTIEN DU CORPS COMMUN D'INSPECTION

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2150 (XXI) du 4 novembre 1966, 2360 (XXII) du 19 décembre 1967 et

¹² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 7E (A/8707/Add.5).

¹³ A/8810, par. 26 et 27.

¹⁴ A/C.5/1433.

⁵ A/8810, par. 12 à 16.

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 7B (A/8707/Add.2).

⁷ A/8810, par. 18 à 20.

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 7C (A/8707/Add.3).

⁹ A/8810, par. 22.

¹⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément n° 7D (A/8707/Add.4).

¹¹ A/8810, par. 24.

2735 A (XXV) du 17 décembre 1970, relatives au Corps commun d'inspection,

Ayant examiné les vues communiquées conformément à la résolution 2735 A (XXV) concernant l'avenir du Corps commun d'inspection¹⁵,

Tenant compte du rapport présenté par le Secrétaire général¹⁶ conformément à la résolution 2537 B (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1969, concernant le mécanisme chargé, dans les organismes des Nations Unies, des fonctions de contrôle, d'enquête et de coordination en matière administrative et budgétaire,

Prenant note du souci exprimé par le Secrétaire général¹⁷ et par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁸, ainsi que des opinions énoncées à la Cinquième Commission quant à la nécessité d'éviter un chevauchement d'efforts et un gaspillage de ressources dans les activités des organes constituant ce mécanisme,

Consciente de la nécessité de réexaminer et, en définitive, de restructurer ce mécanisme afin de l'améliorer et de le rationaliser dans l'intérêt de l'économie et d'une efficacité accrue,

Reconnaissant que la question du Corps commun d'inspection doit être envisagée dans le cadre du réexamen susmentionné et des conclusions auxquelles il donnera lieu,

1. *Décide* que le Corps commun d'inspection doit être maintenu pour une nouvelle période de quatre ans au-delà du 31 décembre 1973;

2. *Décide* de réexaminer, à sa trente et unième session, le mécanisme chargé, dans les organismes des Nations Unies, des fonctions de contrôle, d'enquête et de coordination en matière administrative et budgétaire et, à cette fin, demande les vues du Secrétaire général, en ses qualités de plus haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies et de président du Comité administratif de coordination, les opinions respectives des organes directeurs des institutions spécialisées, du Conseil économique et social, du Comité du programme et de la coordination et du Corps commun d'inspection, ainsi que les commentaires et les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

3. *Décide en outre* d'évaluer, lors de sa trente et unième session, les travaux du Corps commun d'inspection à l'occasion du réexamen général prévu au paragraphe 2 ci-dessus;

4. *Réaffirme* le mandat du Corps commun d'inspection, énoncé dans le deuxième rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées¹⁹;

¹⁵ A/8835 et Corr.1, A/C.5/1432, A/C.5/1434, A/C.5/1437 et A/C.5/1438.

¹⁶ A/7938.

¹⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes*, point 74 de l'ordre du jour, document A/C.5/1233.

¹⁸ *Ibid.*, vingt-quatrième session, Supplément n° 8 (A/7608 et Corr.1), par. 80.

¹⁹ *Ibid.*, vingt et unième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343, par. 67, B, c.

5. *Réaffirme* les procédures et critères arrêtés pour la composition du Corps commun d'inspection et la nomination de ses membres, également énoncés dans le deuxième rapport du Comité *ad hoc*²⁰;

6. *Décide* que la durée du mandat des inspecteurs doit être de quatre ans, avec possibilité de renouvellement;

7. *Prie* le Secrétaire général de présenter chaque année à l'Assemblée générale un rapport succinct sur celles des principales recommandations du Corps commun d'inspection énoncées dans des rapports concernant l'Organisation des Nations Unies qui n'ont pas été appliquées, en indiquant les raisons de cet état de choses;

8. *Prescrit* que les directives concernant le fonctionnement du Corps commun d'inspection et la communication de ses rapports soient celles qui sont actuellement en vigueur conformément aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social²¹, compte tenu des modifications énoncées dans les paragraphes 8 à 16 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²²;

9. *Recommande* que les autres organismes participants des Nations Unies prennent des mesures appropriées pour le maintien du Corps commun d'inspection et l'utilisation de ses services sur la base exposée dans la présente résolution.

2088^e séance plénière
24 novembre 1972

2939 (XXVII). Nominations aux postes devenus vacants au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

L'Assemblée générale

Nomme membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1973 :

M. Lucio García del Solar,
M. Anatoly V. Grodsky,
M. Mario Majoli,
M. David L. Stottlemeyer.

2097^e séance plénière
4 décembre 1972

*
*
*

²⁰ *Ibid.*, par. 67, B, b.

²¹ *Ibid.*, par. 67, B, d; conclusions auxquelles le Comité du programme et de la coordination et le Comité administratif de coordination sont parvenus lors des réunions communes qu'ils ont tenues en 1967 (*Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Annexes*, point 17 de l'ordre du jour, document E/4404); dispositions supplémentaires relatives à la communication et à la présentation des rapports du Corps commun d'inspection, adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1457 (XLVII) du 8 août 1969; et nouvelles dispositions à cet effet adoptées par la Cinquième Commission à sa 1332^e séance (*Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes*, point 81 de l'ordre du jour, document A/7849, par. 21).

²² A/8835 et Corr.1.